



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-27737>

Département(s) de publication : **59, 62**

Annonce n° **25-27737**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : SIAVED

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Protection de l'environnement

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Marché public global de performance pour la conception et la réalisation de travaux de modernisation du centre de valorisation énergétique de Douchy-les-Mines ainsi que l'exploitation et la maintenance du CVE.

Description : La présente consultation a pour objet la passation d'un marché public global de performance (cf. article L. 2171-3 du Code de la commande publique) pour, d'une part, la réalisation de travaux de modernisation du Centre de Valorisation Énergétique (CVE) de Douchy-les-Mines appartenant au SIAVED, et, d'autre part, l'exploitation et la maintenance du CVE pendant toute la durée du marché. Dans le détail, le marché comprend : - La conception et la réalisation de travaux de modernisation sur les deux lignes existantes ; - L'exploitation et la maintenance du CVE. Le marché est un marché global, faisant exception au principe de l'allotissement. Il n'est donc pas divisé en lots. Phase 1 : Exploitation de l'UVE avant travaux de modernisation, en parallèle des études d'exécution ; Phase 2 : Travaux en continuité de service (exploitation maintenue en mode dégradé) ; Phase 3 : Exploitation de l'UVE après travaux de modernisation.

Identifiant de la procédure : be46d7f9-3673-4248-b016-e4081935246a

Type de procédure : Restreinte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 90513000 Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Marché public global de performance pour la conception et la réalisation de travaux de modernisation du centre de valorisation énergétique de Douchy-les-Mines ainsi que l'exploitation et la maintenance du CVE.

Description : La présente consultation a pour objet la passation d'un marché public global de performance (cf. article L. 2171-3 du Code de la commande publique) pour, d'une part, la réalisation de travaux de modernisation du Centre de Valorisation Energétique (CVE) de Douchy-les-Mines appartenant au SIAVED, et, d'autre part, l'exploitation et la maintenance du CVE pendant toute la durée du marché. Dans le détail, le marché comprend : - La conception et la réalisation de travaux de modernisation sur les deux lignes existantes ; - L'exploitation et la maintenance du CVE. Le marché est un marché global, faisant exception au principe de l'allotissement. Il n'est donc pas divisé en lots.

Identifiant interne : M25011

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nature supplémentaire du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 90513000 Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux

5.1.3 Durée estimée

Durée : 10 An

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Informations complémentaires : Code CPV complémentaire : 45259900 - Modernisation d'installations Variantes : les variantes sont refusées. Options : les options sont refusées. Reconduction : pas de reconduction. Conditions de participation Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession : Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique ; Formulaires DC1 et DC2 à jour disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou tout équivalent ; Le candidat fournira également un pouvoir justifiant de l'habilitation à engager le candidat et l'habilitation à exercer l'activité professionnelle, ainsi que la justification de l'inscription au registre du commerce ou de la profession ou

tout équivalent pour les candidats non établis en France ; Les opérateurs économiques peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises, conjoint ou solidaire, sous réserve des règles relatives à la concurrence. Il est néanmoins interdit à tout opérateur de présenter plusieurs offres, à titre individuel et/ou en tant que membre d'un ou plusieurs groupements. Conformément à l'article R 2142-22 du CCP, le Maître d'Ouvrage impose que si l'attributaire est un groupement d'opérateurs économiques, il prenne la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire en raison de l'importance économique du marché et du rôle du mandataire. En raison des prestations demandées dans le marché, le mandataire devra être l'exploitant. La présence d'un architecte au sein du groupement sera prévue par les candidats si elle apparaît nécessaire à l'exécution des prestations prévues au marché. Il est demandé à ce titre la production de l'attestation d'inscription à l'ordre des architectes ou tout équivalent pour les candidats non établis en France ; Si le candidat est en redressement judiciaire : la copie du ou des jugements prononcé(s) justifiant qu'il est habilité à poursuivre ses activités durant la durée prévisible du marché ; Fourniture du numéro de SIREN ou tout équivalent pour les candidats non établis en France. Capacité économique et financière : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisé sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois (3) dernières années, pour les opérateurs économiques concernés par l'obligation légale d'établissement de bilans Déclarations appropriées de banques et preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents Si, pour une raison dûment justifiée par le candidat, il ne lui est pas possible de produire les documents et informations demandées ci-avant par l'acheteur, le candidat est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. Capacité technique et professionnelle : Présentation d'une liste de références, de prestations d'études et de conception, réalisées sur les 5 dernières années. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq (5) ans seront pris en compte. Les références mentionneront obligatoirement, pour chacune : Le lieu et la date de réalisation des prestations, Le montant total des prestations réalisées et la part affectée au candidat. Chaque référence sera obligatoirement accompagnée d'une attestation de bonne exécution signée du maître d'ouvrage ou, à défaut, d'une attestation sur l'honneur de bonne réalisation et de véracité signée par la personne habilitée à engager juridiquement le candidat. Présentation d'une liste de références de prestations de travaux de modernisation d'une UVE d'une capacité minimale de 50 000 T/an, réalisées sur les cinq (5) dernières années. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Les références mentionneront obligatoirement, pour chacune : Le lieu et la date de réalisation des prestations, Le montant total des prestations réalisées et la part affectée au candidat. Chaque référence sera obligatoirement accompagnée d'une attestation de bonne exécution signée du maître d'ouvrage ou, à défaut, d'une attestation sur l'honneur de bonne réalisation et de véracité signée par la personne habilitée à engager juridiquement le candidat. Présentation d'une liste de références, de prestations d'exploitation et de maintenance d'une UVE d'une capacité minimale de 50 000 T/an, réalisées sur les cinq (5) dernières années. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Les références mentionneront obligatoirement, pour chacune : Le lieu et la date de réalisation des prestations, Le montant total des prestations réalisées et la part affectée au candidat. Chaque référence sera obligatoirement accompagnée d'une attestation de bonne exécution signée du maître d'ouvrage ou, à défaut, d'une attestation sur l'honneur de bonne

réalisation et de véracité signée par la personne habilitée à engager juridiquement le candidat. Présentation synthétique du candidat ou de l'équipe candidate (moyens humains, compétences, rôle de chacun, répartition des tâches) ; Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années ; L'indication des titres d'études et professionnels du personnel d'encadrement et notamment des professionnels en charge des références présentées s'ils sont encore dans les effectifs ou des prestations de même nature que celles du présent marché ; L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage ; Les certificats de qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants ; La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ; L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ; Une description des moyens matériels, de l'outillage et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public. La preuve de la capacité du candidat peut toutefois être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Sont acceptés les certificats équivalents délivrés par les organismes établis dans d'autres Etats membres. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le Maître d'Ouvrage Unique. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique. Le délai de validité des candidatures est de 6 mois à compter de la date limite de réception. Le délai de validité des candidatures et des offres sera définitivement fixé dans l'invitation à soumissionner. Deux visites du site sont prévues. Les conditions sont précisées au règlement de consultation - phase candidature. Des modifications ont été apportées concernant les visites sur site. Voir les annexes 1 et 2 au Règlement de la consultation.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Autre

Description : Voir informations complémentaires

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://marchespublics596280.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://marchespublics596280.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 01/04/2025 à 12:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : oui

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Le tribunal territorialement compétent est : Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint Hilaire CS 62039 59014 Lille cedex
Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat) Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à : Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint Hilaire CS 62039 59014 Lille cedex Tél : 03 59 54 23 42 Télécopie : 03 59 54 24 45 Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de LILLE

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : SIAVED

Numéro d'enregistrement : 25590095300076

Adresse postale : 5 route de Louches

Ville : Douchy-les-mines

Code postal : 59282

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Adresse électronique : marches.publics@siaved.fr

Téléphone : 0327437008

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal Administratif de LILLE

Numéro d'enregistrement : 17590003400026

Ville : LILLE

Code postal : 59600

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-lille@juradm.fr

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Section 10 - Modification

Version de l'avis antérieur à modifier : e488c32f-8e3c-4e29-9d46-3e2038926bf3-01

Principale raison de la modification : Correction par l'acheteur

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 55d57a78-5a2a-4452-88f6-812e02231729 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 11/03/2025 à 18:07

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 11/03/2025